

Je ne suis pas aussi certain que tous les membres de son parti s'accordent avec lui sur ce point. Je vois que le premier ministre du Manitoba dit qu'il voudrait voir abolir le Sénat tout à fait.

Le premier ministre déclare avoir foi dans une seconde Chambre, mais il ajoute que le fait qu'elle n'est responsable ni à la Couronne ni au peuple constitue une anomalie. Or, je considère que le remède proposé par le premier ministre à cet égard est lui-même une anomalie, et une anomalie pire que ne pourrait l'être le Sénat, car, sans prétendre abolir le Sénat, le plan proposé aurait cet effet-là même, on rendrait ce corps absolument inutile. A tort ou à raison, il existe une impression dans le pays—et cette impression, je crois, ne se borne pas au cercle des membres du parti conservateur,—c'est que si le Sénat n'avait pas fait avorter le bill du chemin de fer du Yukon et celui du chemin de fer du comté de Drummond, il n'aurait pas été question de la réforme du Sénat. C'est un fait, je crois, que si le Sénat n'avait pas fait avorter ces deux bills, la réforme du Sénat n'aurait pas été soulevée.

Mais la rumeur s'est répandue disant que le Sénat enrayera toute bonne législation. Eh bien ! je prétends que le peuple du Canada est reconnaissant au Sénat du sort qu'il a fait subir à ces bills-là ; et je suis heureux de savoir qu'il y a des députés siégeant sur les bancs de la droite—un, entre autres, y occupant un rang fort important.....

Une VOIX : Nommez-le.

M. CRAIG : Cela n'est point nécessaire, et je n'entends pas le faire. Mon assertion suffit à ce sujet. Je prends sur moi de faire cette assertion, et si l'honorable député ne juge pas à propos de l'accepter, je ne lui demande pas de le faire. Je connais, je le répète, un membre très important de la droite qui a dit qu'il n'accordait pas confiance à ces discours concernant l'effacement du Sénat, vu que, ajoutait-il, ce corps avait rendu un grand service au pays en faisant échouer le bill du Yukon. Il exprimait là, j'en suis convaincu, le sentiment d'un grand nombre de libéraux de par tout le pays. Je crois que le Sénat a mérité la reconnaissance du public en étouffant ce bill. J'ai entendu, l'autre jour, exprimer une bonne raison pour justifier l'autonomie actuelle du Sénat, c'est que c'est maintenant le temps où le Sénat peut prouver son utilité.

Les honorables députés de la droite disent que, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, le Sénat était inutile et n'était que l'écho du gouvernement. Je n'admets pas cela. En beaucoup d'occasions, le Sénat a rejeté des bills que le parti conservateur avait fait adopter par cette Chambre, lorsque les sénateurs ne le considéraient pas dans l'intérêt du pays. Le Sénat peut être

utile aujourd'hui, comme il a été utile dans le passé.

On dira peut-être que le Sénat peut être amélioré. Plus d'un n'approuve pas la manière dont il est présentement constitué ; mais ce n'est pas ce que je discute en ce moment, je dis seulement qu'on pourrait trouver de meilleures réformes que celle que suggère l'honorable premier ministre, et je crois que pour le moment il vaut mieux le laisser tel qu'il est. La réforme projetée est, à mon sens, la pire qu'on pouvait imaginer, car sous prétexte de maintenir le Sénat, on lui enlève toute influence.

Je ne parlai pas des promesses violées, car je craindrais de parler trop longtemps. Il y en a une dont il a déjà été question, c'est celle concernant l'économie. Je me rappelle les discours de l'honorable ministre du Commerce et la vigueur avec laquelle il s'élevait contre les extravagances du parti conservateur, et prétendait que c'était une honte de gaspiller ainsi l'argent du peuple ; que le Canada ne pouvait pas résister longtemps à un pareil régime, et il nous faisait une bien sombre description de la situation vers laquelle nous nous acheminions, grâce aux gaspillages du gouvernement d'alors.

Je crois, cependant, que les extravagances de ce gouvernement tombent dans l'insignifiance comparées à celle du gouvernement actuel. Leurs promesses d'économies sont allées rejoindre beaucoup de leurs autres promesses. Si les électeurs du pays, si les libéraux qui les ont portés au pouvoir à cause de ces promesses, sont satisfaits de ce que le gouvernement, au lieu de pratiquer l'économie, se montre extravagant, de ce qu'au lieu de réduire la dette publique, il l'augmente continuellement et de plus en plus rapidement, si les libéraux, dis-je, sont satisfaits de cela, je n'ai rien à dire.

Mais je suis convaincu qu'un jour viendra où le peuple fera savoir au gouvernement qu'il n'est pas satisfait d'un parti qui a obtenu le pouvoir en prenant certains engagements et qui s'empresse de les renier dès qu'il y est parvenu.

Lorsque les conservateurs étaient à la tête de l'administration, les libéraux parlaient de réduire le nombre des ministres, mais nous n'en avons plus entendu parler depuis l'avènement du gouvernement actuel. Nous entendions souvent parler de balayer jusqu'au dernier vestige de la protection ; nous n'entendons plus rien de cela. Aujourd'hui la protection est une chose sacrée pour eux ; ils n'est plus question de la faire disparaître. Je ne les en blâme pas ; je me réjouis, au contraire, de ce qu'ils aient violé cette promesse.

Ce n'est guère à l'honneur d'un parti de violer ses promesses ; mais je suis heureux de voir que nos adversaires ont reçu de nouvelles lumières et ont fini par comprendre que la politique inaugurée par le parti conservateur et maintenue par lui, en